

StreamWIDE

Période du 1^{er} janvier au 30 juin 2015

Rapport d'examen limité du commissaire aux comptes sur les comptes intermédiaires consolidés

ERNST & YOUNG et Autres



StreamWIDE

Période du 1^{er} janvier au 30 juin 2015

Rapport d'examen limité du commissaire aux comptes sur les comptes intermédiaires consolidés

Au Président-Directeur Général,

En notre qualité de commissaire aux comptes de la société StreamWIDE et en réponse à votre demande dans le cadre de la publication des comptes au 30 juin 2015, nous avons effectué un examen limité des comptes intermédiaires consolidés de celle-ci, relatifs à la période du 1^{er} janvier au 30 juin 2015, tels qu'ils sont joints au présent rapport.

Ces comptes intermédiaires consolidés ont été établis sous la responsabilité de votre conseil d'administration. Il nous appartient, sur la base de notre examen limité, d'exprimer notre conclusion sur ces comptes.

Nous avons effectué notre examen limité selon les normes d'exercice professionnel applicables en France. Un examen limité consiste essentiellement à s'entretenir avec les membres de la direction en charge des aspects comptables et financiers et à mettre en œuvre des procédures analytiques. Ces travaux sont moins étendus que ceux requis pour un audit effectué selon les normes d'exercice professionnel applicables en France. En conséquence, l'assurance que les comptes intermédiaires consolidés, pris dans leur ensemble, ne comportent pas d'anomalies significatives obtenue dans le cadre d'un examen limité est une assurance modérée, moins élevée que celle obtenue dans le cadre d'un audit.

Sur la base de notre examen limité, nous n'avons pas relevé d'anomalies significatives de nature à remettre en cause, au regard du référentiel IFRS tel qu'adopté dans l'Union européenne, le fait que les comptes intermédiaires consolidés présentent sincèrement le patrimoine et la situation financière de l'ensemble constitué par les personnes et entités comprises dans la consolidation, au 30 juin 2015, ainsi que le résultat de ses opérations pour la période écoulée.



Ce rapport est régi par la loi française. Les juridictions françaises ont compétence exclusive pour connaître de tout litige, réclamation ou différend pouvant résulter de notre lettre de mission ou du présent rapport, ou de toute question s'y rapportant. Chaque partie renonce irrévocablement à ses droits de s'opposer à une action portée auprès de ces tribunaux, de prétendre que l'action a été intentée auprès d'un tribunal incompétent, ou que ces tribunaux n'ont pas compétence.

Paris-La Défense, le 30 octobre 2015

Les Commissaires aux Comptes
ERNST & YOUNG et Autres



Any Antola



Franck Sebag

Groupe STREAMWIDE – Comptes consolidés semestriels – 30 juin 2015

• **Comptes de résultat consolidés au 30 juin 2015, 30 juin 2014 et 31 décembre 2014**

en K€	30-juin-15	30-juin-14	31-déc-14	Note
	<i>(6 mois)</i>	<i>(6 mois)</i>	<i>(12 mois)</i>	
Licences	2 638	875	3 733	
Maintenance	1 560	1 461	3 427	
Prestations de services	167	877	1 758	
Ventes tiers	52	209	352	
Chiffre d'affaires	4 417	3 423	9 270	7.1
Subventions	0	1	1	
Achats et variations de stocks	-189	-181	-347	7.3
Charges externes	-1 288	-1 232	-2 514	7.3
Impôts et taxes	-60	-86	-147	
Charges de personnel	-1 909	-1 811	-3 800	7.2
Dotations aux amortissements	-1 707	-1 673	-3 210	7.4
Dotations nettes aux provisions	-11	-7	-18	
Autres produits d'exploitation	403	413	776	7.5
Autres charges d'exploitation	-1	-1	-1	
Résultat opérationnel courant	-344	-1 154	9	
Autres produits opérationnels			0	
Autres charges opérationnelles	-3	-157	-254	7.5
Résultat opérationnel	-347	-1 312	-245	
Produits de trésorerie et d'équivalents	12	14	29	
Coût financier Brut	-38	-44	-86	
Coût financier Net	-26	-30	-57	7.6
Autres produits financiers	379	43	501	7.6
Autres charges financières	-37	-34	-45	7.6
Produits d'impôts	150	570	88	7.7
Résultat net des activités poursuivies	119	-762	242	
Résultat net d'impôt des activités arrêtées ou en cours de cession				
Résultat net	119	-762	242	
Résultat net attribuable aux porteurs de capitaux propres de la société mère	119	-762	242	
Intérêts ne conférant pas le contrôle				
Résultat de base par action	0,04	-0,25	0,08	7.8
Résultat dilué par action	0,04	-0,25	0,08	7.8

• Etats de la situation financière consolidée aux 30 juin 2015 et 31 décembre 2014

En K€	30-juin-15	31-déc-14	Note
Immobilisations incorporelles	6 772	7 159	8.1
Immobilisations corporelles	397	299	8.2
Autres actifs financiers	355	369	8.3
Actifs d'impôts différés	239	214	8.4
ACTIFS NON COURANTS	7 763	8 041	
Créances clients	4 323	3 954	8.5
Autres débiteurs	918	961	8.5
Actifs d'impôts courants	-	-	8.5
Autres actifs fiscaux	1 236	844	8.5
Trésorerie et équivalents de trésorerie	8 301	8 093	8.6
ACTIFS COURANTS	14 778	13 852	
TOTAL ACTIFS	22 541	21 893	
Capital	303	303	
Primes	8 500	8 484	
Réserves consolidées	5 326	5 096	
Titres auto détenus	-113	-90	
Résultat net part du Groupe	119	242	
Intérêts ne conférant pas le contrôle	-	-	
CAPITAUX PROPRES	14 135	14 035	8.7
Passifs financiers	1 880	1 971	8.8
Provisions non courantes	135	123	8.9
Produits fiscaux différés	1 215	1 245	8.10
Passifs d'impôts différés	609	760	8.10
PASSIFS NON COURANTS	3 839	4 099	
Passifs financiers	198	196	8.8
Provisions courantes	12	12	8.9
Fournisseurs et autres créditeurs	847	700	8.10
Dettes fiscales et sociales	1 172	1 305	8.10
Produits fiscaux différés	607	598	8.10
Produits constatés d'avance	1 730	948	8.10
PASSIFS COURANTS	4 567	3 759	
TOTAL CAPITAUX PROPRES ET PASSIFS	22 541	21 893	

• Etats du résultat global au 30 juin 2015, 31 décembre 2014 et 30 juin 2014

En K€	30-juin-15	30-juin-14	31-déc-14
Résultat Net	119	-762	242
Ecart de conversion	-31	-8	-66
Ecart actuariels sur régimes à prestations définies			
Gains / Pertes directement comptabilisés en capitaux propres	-31	-8	-66
Résultat Net + Gains/Pertes comptabilisé en capitaux propres	88	-770	176

• Variations des capitaux propres aux 30 juin 2015, 31 décembre 2014 et 30 juin 2014

(En K€)	Capital	Réserves liées au capital	Titres auto détenus	Réserves et Résultats consolidés	Gains / Pertes en cap. propres	Autres variations	TOTAL Part Groupe	Intérêts ne conférant pas le contrôle	TOTAL
Capitaux propres 31 DEC 2013	303	8 484	-47	5 204	-36	0	13 908	0	13 908
Opérations sur capital									
Paiements fondés sur des actions									
Opérations sur titres auto détenus			-22				-22		-22
Dividendes									
Résultat Global				-762	-8		-770		-770
Variations de périmètre									
Autres mouvements						-1	-1		-1
Capitaux propres 30 JUIN 2014	303	8 484	-69	4 442	-44	-1	13 115	0	13 115
Opérations sur capital									
Paiements fondés sur des actions									
Opérations sur titres auto détenus			-21				-21		-21
Dividendes				0					
Résultat Global				1 004	-58		946		946
Variations de périmètre									
Autres mouvements						-5	-5		-5
Capitaux propres 31 DEC 2014	303	8 484	-90	5 446	-102	-6	14 035	0	14 035
Opérations sur capital		16					16		16
Paiements fondés sur des actions									
Opérations sur titres auto détenus			-23				-23		-23
Dividendes				0					
Résultat Global				119	-31		88		88
Variations de périmètre									
Autres mouvements						19	19		19
Capitaux propres 30 JUIN 2015	303	8 500	-113	5 565	-133	13	14 135	0	14 135

• **Tableaux de flux de trésorerie consolidés aux 30 juin 2015, 31 décembre 2014 et 30 juin 2014**

(En K€)	30-juin-15	31-déc.-14	30-juin-14
Résultat Net consolidé	119	242	-762
<i>Eléments non constitutifs de flux liés à l'activité</i>			
Dotations aux amortissements	1 707	3 210	1 673
Variation des provisions	11	18	6
Plus ou moins value de cession			
Autres produits / charges calculés (*)	-403	-776	-413
<i>Capacité d'autofinancement après coût de l'endettement financier net et impôts</i>	<i>1 434</i>	<i>2 694</i>	<i>504</i>
Coût de l'endettement financier net	26	57	30
Produit d'impôts sur le résultat	-150	-88	-570
<i>Capacité d'autofinancement avant coût de l'endettement financier net et impôts</i>	<i>1 310</i>	<i>2 663</i>	<i>-36</i>
Variation actifs	1 118	-1 880	1 288
Variation passifs	-718	1 120	-204
<i>Variation du BFR lié à l'activité</i>	<i>400</i>	<i>760</i>	<i>1 084</i>
Impôts versés			
FLUX NET DE TRESORERIE LIE AUX ACTIVITES OPERATIONNELLES	1 710	3 423	1 048
Acquisition d'immobilisations corporelles et incorporelles	-1 418	-2 757	-1 585
Cession d'immobilisation corporelles et incorporelles			
Acquisition d'immobilisations financières	-9	-7	23
Cession d'immobilisations financières			
Variation des prêts et avances consentis			
Autres flux liés aux opérations d'investissement (**)	-	801	-
FLUX NET DE TRESORERIE LIE AUX ACTIVITES D'INVESTISSEMENT	-1 427	-1 963	-1 562
Augmentation (diminution) de capital	13	-	-
Augmentation (diminution) des emprunts	-88	-170	-83
Intérêts financiers nets versés			
Dividendes versés			
Rachats et reventes d'actions propres	-	-	-22
Autres flux liés aux opérations de financement			
FLUX NET DE TRESORERIE LIE AUX ACTIVITES DE FINANCEMENT	-75	-170	-105
VARIATION DE LA TRESORERIE NETTE	208	1 290	-619
Trésorerie début de période	8 093	6 803	6 803
Trésorerie fin de période	8 301	8 093	6 184

(*) Les autres produits calculés, sans impact de trésorerie, correspondent aux reprises en résultat du Crédit d'Impôt Recherche constatées au cours des périodes présentées

(**) Les autres flux liés aux opérations d'investissement correspondent aux remboursements du Crédit d'Impôt Recherche enregistrés au cours des périodes présentées

- **Annexes aux comptes consolidés**

1. Informations sur la Société et le Groupe

Fondé en 2001, le groupe StreamWIDE est devenu un acteur majeur sur le marché des services téléphoniques à valeur ajoutée. Le Groupe se positionne comme le fournisseur de l'innovation des opérateurs fixes et mobiles partout dans le monde.

La technologie logicielle de nouvelle génération de StreamWIDE permet le remplacement des systèmes en place, dits « legacy », comme le lancement de services innovants dans les domaines de la messagerie, des services de téléphonie pour réseaux sociaux et de numéros virtuels, des services de centre d'appels, des services de conférence et de taxation d'appels, services qui peuvent être déployés sur site ou sur une architecture virtualisée.

Depuis fin 2012, le Groupe a développé sa propre technologie d'IP messaging (SmartMS). Cette technologie est très prometteuse car elle offre de très nombreux usages et de multiples possibilités. Elle a permis au groupe de lancer au premier semestre 2014 deux applications de messagerie instantanée (marché grand public et marché entreprise). Le Groupe se positionne donc aussi sur le marché applicatif, notamment entreprise avec la solution Team On The Run, prometteur et à fort potentiel. Cela permet de compléter efficacement le portefeuille produit actuel et de créer de forts relais de croissance.

Opérant depuis la France, les USA, la Chine, la Roumanie, la Tunisie, l'Autriche, la Russie, l'Argentine, Singapour et l'Afrique du Sud, StreamWIDE met en place des équipes locales spécialisées pour fournir les prestations de déploiement, de support et d'assistance qui accompagnent chacun de ses clients sur la voie de la différenciation et de la profitabilité.

StreamWIDE SA, la société consolidante, est une société anonyme de droit français à Conseil d'Administration dont les titres sont admis aux négociations sur le marché Alternext d'Euronext Paris sous le code FR0010528059. Son siège social est situé au 84 rue d'Hauteville 75010 Paris.

Les comptes consolidés semestriels au 30 juin 2015 ont été examinés par le Conseil d'Administration en sa séance du 17 septembre 2015.

2. Evénements significatifs de la période

Les principaux événements significatifs de la période sont présentés au chapitre 1 du rapport d'activité semestriel. On peut cependant noter les 3 principaux points suivants :

- *Stabilité de l'activité historique et équilibre opérationnel* : dans un contexte économique difficile, les revenus du Groupe augmentent de 1 M€ par rapport à la même période de l'année précédente ; suite aux réorganisations effectuées en 2014, le résultat net redevient positif et la trésorerie est en augmentation au premier semestre 2015. A noter également que le dernier contrôle fiscal (années 2011, 2012 et 2013) s'est soldé sans aucun redressement notifié ;
- *Investissements et développement de Team On The Run* : la capacité et la dynamique de développement ont été conservées et la solution applicative Team On The Run a été enrichie tout au long de l'année 2014 et du premier semestre 2015 (webchat, voix sur IP, talkie-walkie, channels, NFC, géolocalisation et WebRtc...) ;
- *Attribution gratuite de 3.029.757 BSA actionnaires et émission 2.325.000 BSA managers*, tous souscrits au 30 juin 2015.

3. Présentation et base de préparation des états financiers

3.1 Référentiel comptable

Les comptes consolidés semestriels du groupe StreamWIDE arrêtés au 30 juin 2015 ont été établis conformément au référentiel IFRS ("*International Financial Reporting Standards*"), et à la norme IAS 34 traitant de l'information financière intermédiaire, publié par l'IASB ("*International Accounting Standard Board*") au 30 juin 2015 et dont le règlement d'adoption est paru au Journal Officiel de l'Union européenne à la date d'arrêté des comptes.

3.2 Principes retenus

Les comptes consolidés semestriels du Groupe ont été établis selon le principe du coût historique, à l'exception de certaines catégories d'actifs et de passifs, conformément aux règles édictées par les IFRS. Les catégories concernées sont mentionnées dans les principes, règles et méthodes comptables appliqués. Ils sont présentés en milliers d'euros (sauf indication contraire).

3.2.1 Normes, amendements et interprétations publiés par l'IASB et d'application obligatoire aux exercices ouverts depuis le 1^{er} janvier 2015

Les principes comptables retenus pour la préparation des comptes consolidés semestriels sont conformes aux normes et interprétations IFRS telles qu'adoptées par l'Union européenne au 30 juin 2015.

Le Groupe n'a pas opté pour une application anticipée des normes et interprétations dont l'application n'est pas obligatoire pour les exercices ouverts au 1^{er} janvier 2015. Le Groupe n'applique pas les textes n'ayant pas encore été approuvés par l'Union européenne à la date de clôture de la période présentée.

3.2.2 Principes de présentation

Etat de la situation financière

La norme IAS 1 "Présentation des états financiers" impose de présenter l'état de la situation financière en fonction de l'exigibilité des actifs et des passifs. Ceux-ci sont donc classés en éléments courants ou non courants, correspondant d'une manière générale aux échéances inférieures ou supérieures à un an.

Compte de résultat et état du résultat global

La norme IAS 1 "Présentation des états financiers" offre la possibilité de présenter les composantes du résultat soit en tant qu'élément d'un état unique de résultat global, soit dans un compte de résultat séparé, présenté immédiatement avant l'état du résultat global. Le groupe StreamWIDE a opté, conformément à la recommandation du CNC n°2009-R.03 du 2 juillet 2009, pour la présentation d'un compte de résultat séparé et d'un état du résultat global.

Le compte de résultat séparé présente une classification des composantes par nature.

Le résultat opérationnel correspond au résultat net avant prise en compte :

- des éléments non récurrents et significatifs (isolés sous les rubriques "autres produits et charges opérationnels"), qui permettent la distinction entre le résultat opérationnel courant et le résultat opérationnel,
- des éléments financiers (coût de l'endettement net augmenté ou diminué des autres charges et produits financiers),
- de la charge d'impôts (impôts courants et différés),
- du résultat des activités cédées ou abandonnées, si applicable.

La présentation adoptée par le Groupe est conforme aux recommandations du Conseil national de la Comptabilité et à celles de l'Autorité des Marchés Financiers.

4. Principes, règles et méthodes comptables

4.1 Méthodes de consolidation

Les comptes consolidés incluent les états financiers de la société mère ainsi que ceux des entreprises contrôlées par la mère ("les filiales"). Le contrôle s'entend comme le pouvoir de diriger les politiques financières et opérationnelles d'une entreprise afin d'obtenir des avantages de ses activités. Les participations dans les filiales sont comptabilisées selon la méthode de l'intégration globale.

La quote-part de résultat net et des capitaux propres attribuables aux actionnaires minoritaires est présentée distinctement dans les capitaux propres et dans le compte de résultat consolidé en tant que participations ne donnant pas le contrôle.

Le résultat des filiales acquises ou cédées au cours de l'exercice est inclus dans le compte de résultat consolidé, respectivement depuis la date de prise de contrôle ou jusqu'à la date de la perte de contrôle.

Le cas échéant, des retraitements sont effectués sur les états financiers des filiales pour harmoniser et homogénéiser les principes comptables utilisés avec ceux des autres entreprises du périmètre de consolidation.

Tous les soldes et opérations intragroupes sont éliminés au niveau de la consolidation.

Depuis sa création, le groupe StreamWIDE n'a pas pris de participation dans des entreprises associées et/ou des coentreprises.

Au 30 juin 2015, toutes les sociétés comprises dans le périmètre de consolidation (confère note 6) sont des filiales et sont donc consolidées par intégration globale. Ces différentes filiales ont été créées directement par le Groupe. Ce dernier n'ayant pas effectué antérieurement au 30 juin 2015 d'opérations de croissance externe, aucun goodwill n'est constaté dans les états de la situation financière du Groupe.

4.2 Monnaies étrangères

La monnaie de présentation des états financiers du Groupe est l'Euro. C'est également la monnaie fonctionnelle de la société consolidante, StreamWIDE SA.

La monnaie fonctionnelle des filiales étrangères est généralement la monnaie locale des pays dans lesquels elles sont implantées (USA – US \$, Chine – CNY, Roumanie – RON, Tunisie - DT).

La conversion en euros des états financiers des filiales libellés en monnaie locale est effectuée pour les états de la situation financière au taux de clôture. Les produits et les charges sont convertis au cours de change en vigueur aux dates de transactions ou, en pratique, à un cours qui s'en approche et qui correspond, sauf en cas de fluctuations importantes des cours, au cours moyen de la période clôturée. La différence de conversion en résultant est inscrite directement dans les capitaux propres.

Les transactions libellées en devises, autres que la monnaie fonctionnelle, sont converties au taux de change en vigueur au moment de la transaction. Les résultats de change latents ou réalisés sont inscrits en compte de résultat sous les rubriques "autres produits financiers" ou "autres charges financières".

4.3 Comptabilisation des produits

Le chiffre d'affaires réalisé par le Groupe provient des sources suivantes : licences d'utilisation des logiciels, prestations de maintenance associées (mises à jour et support technique), prestations de services (installation et formation) et ventes tiers.

Les revenus sont évalués à la juste valeur de la contrepartie reçue ou à recevoir, nette des remises commerciales ou rabais. Un produit est comptabilisé en chiffre d'affaires lorsque l'entreprise a transféré à l'acheteur les risques et avantages importants inhérents à la propriété. En général, le chiffre d'affaires est comptabilisé lorsqu'il existe un accord formel avec le client, que la livraison est intervenue (pour les biens notamment), que le montant du revenu peut être mesuré de façon fiable et qu'il est probable que les avantages économiques liés à la transaction bénéficieront au Groupe.

Concernant les revenus liés aux ventes sous licence des logiciels, le Groupe reconnaît en général le revenu à la mise à disposition du (des) logiciel(s) matérialisée par un document d'acceptation du client. Lorsque les ventes sont réalisées par le biais d'un distributeur, le Groupe ne comptabilise le revenu qu'à réception de l'avis de livraison au client final et à condition que les autres critères généraux de reconnaissance des revenus soient remplis.

Le chiffre d'affaires issu de la maintenance est comptabilisé de façon linéaire sur la durée du contrat de maintenance.

Le chiffre d'affaires issu des prestations de service est comptabilisé lorsque les prestations sont exécutées et les services rendus, sur la base de récapitulatifs d'activité et d'acceptation client.

Les revenus des ventes tiers (matériel) sont comptabilisés lorsque la livraison est intervenue et que l'essentiel des risques et avantages inhérents à la propriété sont transférés à l'acheteur.

4.4 Subventions, aides publiques et crédit d'impôt recherche

Dans le cadre de ses activités de Recherche et Développement, le Groupe bénéficie de Crédits d'Impôt Recherche qui est une aide fiscale française. Conformément à la norme IAS 20 "Subventions et aides publiques", le Groupe comptabilise un produit différé, afin d'étaler en résultat le bénéfice de ces aides. La valeur comptable des frais de développement n'est donc pas impactée.

Les Crédits d'Impôt Recherche sont ainsi différés dans le temps et constatés en résultat proportionnellement aux amortissements constatés au titre des projets de développement générant ces crédits d'impôt. L'impact résultat constaté est inscrit sous la rubrique "autres produits d'exploitation " du compte de résultat.

4.5 Immobilisations incorporelles

Les immobilisations incorporelles (hors frais de développement) sont inscrites à leur coût d'acquisition diminué du cumul des amortissements et des éventuelles pertes de valeur. L'amortissement, calculé dès la date de mise en service de l'immobilisation, est comptabilisé en charges de manière à réduire la valeur comptable des actifs sur leur durée d'utilité estimée, selon le mode linéaire et sur les bases suivantes :

- Licences informatiques 1-3 ans
- Logiciels 1-3 ans

Les frais de développement ne sont comptabilisés en immobilisations incorporelles que s'ils répondent à tous les critères d'activation énoncés par la norme IAS 38 "Immobilisations incorporelles" :

- Faisabilité technique nécessaire à l'achèvement de l'actif incorporel en vue de sa mise en service ou de sa vente,
- Intention du Groupe de mener le projet de développement à son terme,
- Capacité du Groupe à mettre en service ou à vendre son actif incorporel,
- Potentiel de l'actif incorporel à générer des avantages économiques futurs,
- Disponibilité des ressources techniques, financières et autres appropriées pour achever le développement du projet,
- Capacité du Groupe à évaluer de façon fiable les dépenses attribuables à l'actif incorporel au cours de son développement

Les actifs incorporels relatifs aux frais de développement sont amortis sur 3 ou 5 ans selon le mode linéaire, dès leurs mises en service.

Les durées d'amortissement sont revues annuellement lors de chaque clôture comptable. Tout changement de durée serait traité comme un changement d'estimation appliquée de manière prospective et donnerait lieu, le cas échéant, à la comptabilisation d'une dépréciation complémentaire.

La charge d'amortissement des immobilisations incorporelles est comptabilisée sous la rubrique "dotations aux amortissements" du compte de résultat.

4.6 Immobilisations corporelles

Les immobilisations corporelles sont inscrites à leur coût d'acquisition diminué du cumul des amortissements et des éventuelles pertes de valeur. Ce coût d'acquisition comprend les frais directement attribuables au transfert de l'actif jusqu'à son lieu d'exploitation et à sa mise en état afin de permettre son exploitation.

L'amortissement, calculé dès la date de mise en service de l'immobilisation, est comptabilisé en charges de manière à réduire la valeur comptable des actifs sur leur durée d'utilité estimée, selon le mode linéaire et sur les bases suivantes :

- Agencements et installations - 10 ans
- Matériel, outillage et matériel de bureau - 10 ans
- Matériel Informatique - 3 ans

La charge d'amortissement des immobilisations est comptabilisée sous la rubrique "dotations aux amortissements" du compte de résultat.

Le profit ou la perte résultant de la sortie ou de la mise hors service d'un actif est déterminé comme étant la différence entre le produit de cession et la valeur comptable de l'actif. Le résultat net de cession de ces éléments non récurrents est présenté sous la rubrique "autres produits et charges d'exploitation" du compte de résultat.

4.7 Dépréciation d'actifs

Ecarts d'acquisition

Au 30 juin 2015, aucun écart d'acquisition n'est constaté par le Groupe. Les différentes filiales du Groupe ont toutes été créées et aucune opération de croissance externe n'a eu lieu dans le passé.

Immobilisations corporelles et incorporelles

Les immobilisations corporelles et incorporelles comptabilisées par le Groupe sont des actifs amortis sur leur durée d'utilité estimée. Il n'existe pas d'immobilisations incorporelles pour lesquelles la durée de vie est considérée comme infinie.

A chaque date de clôture, le Groupe passe en revue la valeur comptable de ses immobilisations afin d'apprécier s'il existe un quelconque indice de perte de valeur. S'il existe un tel indice, la valeur recouvrable de l'actif est estimée afin de déterminer le montant de la perte de valeur éventuelle. Lorsqu'il n'est pas possible d'estimer la valeur recouvrable d'un actif isolé (absence d'entrée de trésorerie largement indépendante des entrées de trésorerie générées par d'autres actifs ou groupe d'actifs), le Groupe estime la valeur recouvrable de l'UGT à laquelle l'actif appartient.

La valeur recouvrable est le montant le plus élevé entre la juste valeur de l'actif (ou du groupe d'actifs), nette des coûts de cession, et sa valeur d'utilité. Cette dernière est déterminée en additionnant les valeurs actualisées des flux de trésorerie attendus de l'utilisation de l'actif (ou du groupe d'actifs). Les flux de trésorerie prévisionnels utilisés sont cohérents avec les plans d'affaires prévisionnels établis par le management du Groupe. Le taux d'actualisation retenu reflète l'appréciation courante du marché de la valeur temps de l'argent et des risques spécifiques liés à l'actif ou au groupe d'actifs.

Si la valeur recouvrable de l'actif (ou du groupe d'actifs) est inférieure à sa valeur comptable, celle-ci est ramenée à hauteur de la valeur recouvrable. La perte de valeur réversible est comptabilisée directement en charge dans le résultat opérationnel.

4.8 Stocks et encours

Les stocks de marchandises sont évalués au plus bas du coût d'acquisition déterminé selon la méthode FIFO ("first in first out") et de la valeur nette de réalisation.

Le cas échéant, une provision pour dépréciation est comptabilisée en fonction de la valeur de réalisation des éléments stockés.

4.9 Instruments financiers

Les actifs et passifs financiers sont comptabilisés au bilan lorsque le Groupe devient partie aux dispositions contractuelles de l'instrument.

Autres actifs financiers

Ces actifs correspondent d'une part à des dépôts de garantie, et d'autre part, au solde de trésorerie indisponible relatif au contrat de liquidité. A chaque date d'arrêté, le Groupe apprécie s'il existe un indice objectif de perte de valeur de ces actifs. Le cas échéant, une perte de valeur est comptabilisée.

Dépôts de garantie

Ils correspondent aux sommes versées dans le cadre de contrats locatifs simples (biens mobiliers et immobiliers). Ces actifs sont comptabilisés et évalués au coût amorti à l'aide de la méthode du taux d'intérêt effectif. Cependant, au vu de leurs caractéristiques, la valeur comptable correspond aux sommes versées initialement.

Autres actifs financiers non courants

Les autres actifs financiers sont évalués à leur juste valeur et correspondent au solde de liquidité indisponible relatif au contrat de liquidité mis en place en juillet 2009.

Titres auto-détenus

Les titres représentatifs du capital de StreamWIDE auto-détenus par le Groupe (dans le cadre du contrat de liquidité) sont enregistrés en diminution des capitaux propres pour leur coût d'acquisition. Les cessions ultérieures sont imputées nettes d'effet d'impôt directement en capitaux propres et ne donnent lieu à l'enregistrement d'aucun résultat.

Créances clients et autres débiteurs

Les créances clients proviennent des ventes de biens et services réalisées par le Groupe dans le cadre de son activité. Les autres débiteurs comprennent essentiellement des créances de nature fiscale (comptes de TVA) et sociale. Ces actifs sont évalués et comptabilisés initialement à leur juste valeur puis évalués ultérieurement à leur coût amorti.

Une perte de valeur est comptabilisée lorsqu'il existe des indices objectifs indiquant que les montants dus ne pourront être recouvrés, totalement ou partiellement.

Trésorerie et équivalents de trésorerie

La trésorerie et équivalents de trésorerie comprennent les liquidités immédiatement disponibles (comptes courants bancaires) et les placements mobilisables ou cessibles à court terme, facilement convertibles en un montant connu de trésorerie, et supportant un risque négligeable de changement de valeur (comptes à terme).

Ces actifs sont valorisés à leur juste valeur (valeur de marché) et le solde global des variations de juste valeur est porté au compte de résultat (produits de trésorerie et d'équivalents de trésorerie).

Passifs financiers courants et non courants

Les passifs financiers sont composés des emprunts bancaires et des découverts bancaires ponctuels. Les emprunts et découverts bancaires portant intérêts sont comptabilisés initialement pour le montant de trésorerie reçue, net des coûts directs d'émission éventuels. Ultérieurement, ils sont comptabilisés au coût amorti selon la méthode du taux d'intérêt effectif. Les différences entre les montants reçus, nets des coûts directs d'émission éventuels, et les montants dus lors du règlement ou du remboursement sont amorties sur la durée de l'emprunt. Ces montants sont inscrits en coût de l'endettement financier brut dans le compte de résultat.

Au 30 juin 2015, le Groupe n'utilise pas d'instruments composés, de produits dérivés, d'instruments de couverture, ni d'instruments de décomptabilisation.

Fournisseurs, dettes fiscales et sociales, autres créditeurs et produits constatés d'avance

Les dettes fiscales comprennent essentiellement des comptes de TVA. Les dettes sociales regroupent principalement les dettes de congés payés, intéressement des salariés, charges et cotisations sociales.

Les produits constatés d'avance sont de deux natures :

- *Exploitation* : ils correspondent aux quotes-parts de chiffre d'affaires déjà facturés mais non encore reconnus en résultat suite à des périodes de reconnaissance postérieures à la période clôturée (par exemple, maintenance réglée d'avance)
- *Fiscaux* : ils correspondent à la quote-part des Crédits d'Impôts Recherche imputable aux projets immobilisés. Ils sont repris en résultat au même rythme que les amortissements pratiqués sur les immobilisations incorporelles qui ont généré ces crédits d'impôt.

Ces dettes sont évaluées et comptabilisées initialement à leur juste valeur puis évaluées ultérieurement au coût amorti.

4.10 Avantages du personnel

Retraites

Les cotisations relatives aux régimes à cotisations définies sont inscrites en charges au fur et à mesure qu'elles sont appelées.

Les engagements résultant de régimes à prestations définies, ainsi que leur coût, sont déterminés selon la méthode des unités de crédit projetées. Des évaluations ont lieu chaque année. Les calculs actuariels sont fournis par un expert indépendant.

Ces régimes ne sont pas financés et leur engagement fait l'objet d'un passif au bilan. Le principal régime concerne les indemnités de fin de carrière (indemnités de départ à la retraite).

Les écarts actuariels résultent principalement des modifications d'hypothèses et de la différence entre les résultats selon les hypothèses actuarielles et les résultats effectifs des régimes à prestations définies. Ces écarts actuariels sont comptabilisés directement en résultat de la période. La charge opérationnelle comptabilisée au compte de résultat pour les régimes à prestations définies comprend le coût des services rendus au cours de l'exercice, le coût des services passés, les écarts actuariels ainsi que les effets de toute réduction ou liquidation de régime, le cas échéant.

Le coût financier correspondant à la charge de désactualisation de la provision est comptabilisé en autres produits et charges financiers si le montant est considéré comme significatif.

Les régimes à prestations définies au sein du Groupe n'ont pas subi, depuis la création du Groupe, de modifications générant un quelconque coût des services passés.

Autres avantages accordés aux salariés

Les dépenses engagées au titre du "Compte Personnel Formation" constituent une charge de la période et ne donnent lieu à aucune provision mais mention est faite du volume d'heures à la clôture des exercices.

L'autre avantage à long terme pouvant être accordé par le Groupe concerne les médailles du travail. Au regard de l'âge moyen des salariés du Groupe, cet avantage n'est pas évalué.

Paiements fondés sur des actions

Conformément à la norme IFRS 2 "Paiements fondés sur des actions", les options d'achat ou de souscription d'actions ou les attributions d'actions gratuites portant sur le capital d'une des sociétés du Groupe, sont évaluées à leur juste valeur à la date d'octroi.

S'agissant d'un plan d'actions dont le paiement s'effectue en actions, la norme IFRS 2 impose la comptabilisation d'une charge (en contrepartie des capitaux propres) au titre de la juste valeur de l'avantage accordé aux salariés.

Cette charge doit être reconnue dans les charges de personnel au fur et à mesure de la période d'acquisition des droits par les bénéficiaires.

Au 30 juin 2015, aucun plan de souscription d'actions, d'options d'achats ou d'attribution d'actions gratuites, entrant dans le champ d'application de la norme IFRS 2, n'a cours au sein du Groupe.

4.11 Provisions et passifs éventuels

Les provisions sont comptabilisées lorsque le Groupe a une obligation légale ou implicite actuelle vis-à-vis d'un tiers résultant d'un fait générateur passé, qui entraînera probablement une sortie de ressources représentative d'avantages économiques nécessaire pour éteindre l'obligation. Les provisions sont évaluées pour le montant correspondant à la meilleure estimation que le management du Groupe peut faire en date de clôture de la dépense nécessaire à l'extinction de l'obligation. Ces montants sont actualisés si l'effet est jugé significatif.

Dans le cas où ce passif n'est ni probable, ni évaluable avec fiabilité, mais demeure possible, le Groupe fait état d'un passif éventuel dans ses engagements.

Les provisions constituées sont notamment destinées à couvrir les coûts probables que les procès ou litiges en cours, dont le fait générateur existe à la date de clôture de la période présentée, pourraient occasionner.

4.12 Charge d'impôts et impôts différés

La rubrique "charge d'impôts" intègre l'impôt exigible au titre de l'exercice et l'impôt différé inclus dans le résultat de la période.

L'impôt exigible est déterminé sur la base du résultat fiscal de la période, qui peut différer du résultat comptable à la suite des réintégrations et déductions de certains produits et charges selon les dispositions fiscales en vigueur, et en retenant le taux voté ou quasi voté à la date de clôture de la période.

Des impôts différés sont constatés sur les différences temporelles entre les valeurs comptables des actifs et passifs et leurs valeurs fiscales, selon la méthode du report variable. Les taux utilisés sont les taux dont l'application est attendue sur l'exercice au cours duquel l'actif sera réalisé ou le passif réglé, sur la base des taux d'impôt adoptés ou quasi adoptés à la date de clôture. Les montants ainsi déterminés ne sont pas actualisés.

Un actif d'impôt différé est comptabilisé pour le report en avant de pertes fiscales et de crédits d'impôt non utilisés dans la mesure où il est probable que le Groupe disposera de bénéfices imposables futurs sur lesquels ces pertes fiscales et crédits d'impôt non utilisés pourront être imputés.

La valeur comptable des actifs d'impôts différés est revue à la clôture de chaque exercice et réévaluée ou réduite le cas échéant pour tenir compte des perspectives de bénéfice imposable permettant l'utilisation des actifs d'impôts différés.

La Contribution Foncière des Entreprises (CFE) et la Cotisation sur la Valeur Ajoutée des Entreprises (CVAE) sont considérées comme des charges opérationnelles et non comme des charges d'impôts.

4.13 Résultat par action

Le résultat de base par action est calculé en divisant le résultat net part du Groupe par le nombre moyen pondéré d'actions en circulation au cours de l'exercice. Le nombre d'actions en circulation de la période et de la période précédente présentée est calculé hors action d'autocontrôle. Le résultat dilué par action est calculé en divisant le résultat net part du Groupe ajusté des effets des éventuels instruments dilutifs par le nombre moyen d'actions en circulation au cours de l'exercice, ajusté, le cas échéant, de toutes actions ordinaires potentiellement dilutives.

5. Recours à des estimations

L'établissement des états financiers nécessite d'utiliser et d'effectuer des estimations et de formuler des hypothèses qui peuvent affecter les montants figurant dans les états financiers. Le Groupe révisé ses estimations régulièrement mais il est possible que les montants effectifs se révèlent ultérieurement différents des estimations et hypothèses retenues.

Les principales estimations et appréciations retenues sont inhérentes à :

- La méthode de comptabilisation des frais de développement et plus spécifiquement aux durées d'utilités retenues, impactant les amortissements pratiqués et les valeurs nettes comptables ainsi déterminées ;
- La détermination des provisions à long et court terme, compte tenu des aléas susceptibles d'affecter l'occurrence et les coûts des événements constituant le sous-jacent de la provision ;
- La répartition des montants courants et non courants relatifs aux produits fiscaux différés (crédit d'impôt recherche). Cette répartition tient compte d'une reprise sur 3 ans avec une partie courante correspondante donc au 1/3 du montant global. La reprise effective en résultat pourrait être légèrement différente mais n'aurait aucun impact sur le montant global constaté.

6. Périmètre de consolidation

Le périmètre de consolidation retenu aux différentes périodes présentées est le suivant :

Société	Siège	% de contrôle		Méthode de consolidation
		06.2015	12.2014	
StreamWIDE SA	84 rue d'Hauteville 75010 PARIS	-	-	Société mère
StreamWIDE ROMANIA	Str. Fagaras, nr. 25 Sector 1 BUCURESTI	100	100	I.G.
StreamWIDE INC.	9 Polito Avenue Lyndhurst, NEW JERSEY 07017	100	100	I.G.
BEIJING StreamWIDE Technology	1008, Cultural Plaza 10F.59 Zhong Guan Cun Street Hai Dian District BEIJING 100872	100	100	I.G.
StreamWIDE FRANCE SAS	84 rue d'Hauteville 75010 PARIS	100	100	I.G.
StreamWIDE TUNISIE Sarl	Rue du lac Constance - imm El Majd Les Berges du Lac - 1053 TUNIS	100	100	I.G.

StreamWIDE Romania a été créée en janvier 2006. La société StreamWIDE SA en assure le contrôle à 100% depuis sa création. Cette société est un centre de Recherche et de Développement exclusivement au profit du Groupe.

StreamWIDE Inc a été créée en juillet 2007. La société StreamWIDE SA en assure le contrôle à 100% depuis sa création. Cette société a une vocation commerciale pour la zone Amérique (Nord et Sud).

Beijing StreamWIDE Technology a été créée en septembre 2007. La société StreamWIDE en assure le contrôle à 100% depuis sa création. Cette société a une vocation commerciale pour la zone Asie et participe également aux activités de Recherche et Développement du Groupe.

StreamWIDE France SAS a été créée le 29 juin 2011. La société StreamWIDE SA en assure le contrôle à 100% depuis la création. Cette société a bénéficié d'un apport partiel d'actif effectué par StreamWIDE SA concernant ses activités d'édition de logiciels applicatifs et de commercialisation en France et en Europe.

StreamWIDE Tunisie SARL a été créée le 3 janvier 2013. La société StreamWIDE SA en assure le contrôle à 99,99%, une action étant détenue directement par un salarié du Groupe. Cette société, totalement exportatrice, participe de façon significative aux activités de Recherche et Développement du Groupe.

Pour information, deux sociétés anglaises (StreamWIDE LTD et Bzoo Networks LTD) ont été créées en mai 2013. Ces deux sociétés, détenues à 100% par la Société, n'ont eu aucune activité au cours des exercices antérieurs et aucun flux n'a été constaté sur la période. Leur capital social est de 1£ chacune au 30 juin 2015. Une filiale américaine (Bzoo Inc.) a également été créée (capital social de 1USD) sans qu'aucune transaction n'ait été non plus enregistrée depuis la création. Ces sociétés dormantes ne sont donc pas consolidées au 30 juin 2015.

7. Notes sur le compte de résultat consolidé

7.1 Chiffre d'affaires

En K€	30-juin-15	30-juin-14	31-déc-14	Variation
Licences	2 638	875	3 733	1 763
Maintenance	1 560	1 461	3 427	99
Prestations de services	167	877	1 758	-710
Ventes Tiers	52	209	352	-157
TOTAL CA	4 417	3 422	9 270	995
Autres produits	-	-	-	-
Subventions	-	1	1	-1
Produits des activités ordinaires	0	1	1	-1

L'évolution du chiffre d'affaires du Groupe au premier semestre 2015 est présentée et détaillée dans la note 1.2 du rapport d'activité.

Les principaux commentaires sont les suivants :

- (i) *Augmentation des revenus de licence (+ 1.763 K€)* : progression régulière et importante des volumes traités sur les plateformes de messagerie d'un client américain et nouveau marché significatif en Europe (messagerie vocale), couplés à un effet de base important au premier semestre 2014 (-70% pour les revenus de licence au premier semestre 2014) ;
- (ii) *Progression régulière des revenus de maintenance* qui devrait se confirmer dans les prochains mois, suite notamment à la progression du nombre de licences acquises par certains clients et à la mise en production de nouvelles plateformes (Etats-Unis et Angleterre) prévue sur la période ;
- (iii) *Diminution des revenus de services (-710 K€)*, suite notamment aux démarrages tardifs de nombreuses opérations et à l'attentisme de certains clients. Le second semestre devrait permettre de compenser tout ou partie de ce retard.

7.2 Charges de personnel

En K€	30-juin-15	30-juin-14	31-déc-14	Variation
Salaires et traitements	1 423	1 353	2 850	70
Charges sociales	486	458	950	28
Avantages du personnel	-	-	-	-
TOTAL Charges de Personnel	1 909	1 811	3 800	98

	30-juin-15	30-juin-14	31-déc-14	Variation
Cadres	102	110	103	-8
Non Cadres	-	-	-	-
TOTAL Effectif	102	110	103	-8

Les coûts de certains salariés directement rattachés aux projets de développement sont activés au 30 juin 2015, au même titre que sur les périodes antérieures.

Le montant brut immobilisé au 30 juin 2015 représente 1.172 K€, contre 1.536 K€ au 30 juin 2014 (et 2.622 K€ au 31 décembre 2014). Ces montants diminuent donc d'autant les charges de personnel "nettes" telles qu'elles apparaissent dans le compte de résultat consolidé annuel.

	30-juin-15	30-juin-14	31-déc-14	Variation
Charges de personnel en résultat	1 909	1 811	3 800	98
Frais de développement activés	1 172	1 536	2 622	-364
TOTAL	3 081	3 347	6 422	-266

Les charges de personnel, retraitées de l'impact présenté ci-dessus, diminuent donc sur la période de 266 K€. Cette diminution s'explique par (i) la diminution des effectifs (-9 personnes au 30 juin 2015 vs 30 juin 2014) et par (ii) la diminution du salaire moyen global au sein du Groupe (les effectifs en Tunisie étant en augmentation par rapport à ceux de la filiale chinoise). Enfin, il faut noter un impact de change négatif de 219 K€ relatif à la masse salariale américaine et chinoise : les montants en € augmentent sur le semestre alors qu'ils diminuent en devises locales.

Au 30 juin 2015, l'effectif total du Groupe s'élève à 102 personnes, contre 103 fin 2014 et 111 au 30 juin 2014. Les effectifs de R&D, tout en restant quasi stables sur la période dans leur globalité ont été grandement réaffectés au cours du second semestre 2014 à la technologie SmartMS™ et au développement de la nouvelle solution de messagerie instantanée mobile destinée aux entreprises, TeamOnTheRun. Cela démontre la flexibilité du Groupe et sa capacité à maîtriser ses principaux coûts tout en continuant les efforts et les investissements en R&D entrepris depuis plusieurs années.

7.3 Achats et charges externes

En K€	30-juin-15	30-juin-14	31-déc-14	Variation
Achats de marchandises	189	181	347	8
Variations de stock	-	-	-	-
TOTAL ACHATS ET VAR. STOCKS	189	181	347	8
Achats études et prestations de services	41	51	94	-10
Achats non stockés de marchandises	53	44	83	9
Sous traitance	89	196	363	-107
Locations et charges locatives	325	293	569	32
Entretiens, réparations et maintenance	18	19	43	-1
Assurances	40	40	69	0
Commissions et honoraires	253	160	448	93
Publicités, exposition et insertions	132	85	160	47
Transports, déplacements et missions	157	149	276	8
Affranchissements et télécoms	110	106	207	4
Redevances	26	18	74	8
Autres	42	72	128	-30
TOTAL CHARGES EXTERNES	1 288	1 233	2 514	55

Les charges externes sont maîtrisées dans leur ensemble et stables sur la période. Les deux principales variations concernent la sous-traitance et les commissions. La sous-traitance n'est pas récurrente et le Groupe limite autant que faire se peut les interventions extérieures. Les montants 2014 concernaient essentiellement des prestations de services au niveau de la filiale roumaine (prestations ponctuelles de développement). Les personnes intervenant en régie ont été embauchées en partie au second semestre de l'exercice 2014. Concernant les commissions, ces dernières augmentent suite au mix produit de certains revenus au premier semestre 2015, et aux rémunérations d'intervenants non-salariés du Groupe.

7.4 Dotations aux amortissements et aux provisions

En K€	30-juin-15	30-juin-14	31-déc-14	Variation
Dotations aux amortissements incorporels	1615	1 568	3 008	47
<i>dont frais de recherche et développement</i>	<i>1576</i>	<i>1 535</i>	<i>2 938</i>	<i>41</i>
Dotations aux amortissements corporels	92	105	202	-13
Dotations aux amortissements	1 707	1 673	3 210	34
Dotations aux provisions	11	7	30	4
Reprises de provisions	-	-	-12	-
Dotations aux provisions	11	7	18	4

Les principales dotations de la période concernent, comme les périodes précédentes, les amortissements pratiqués sur les frais de développement. Ces derniers ont atteint leur niveau normatif et représentent 1.576 K€ au 30 juin 2015 contre 1.535 K€ au premier semestre 2014.

Les durées et les coûts de développement n'étant pas identiques d'un produit à l'autre, les amortissements ne sont pas forcément "lisses" dans le temps. Cependant, les règles linéaires appliquées et les principales "releases" positionnées toute au long de l'année permettent d'avoir une charge d'amortissement stable d'une période à l'autre depuis quelques semestres. Par ailleurs, la valeur nette globale des frais de développement activés au 30 juin 2015 est de 6.531 K€ (confère note 8.1 – Immobilisations incorporelles). Cette valeur est couverte par moins de deux années de revenus de maintenance. La position du Groupe est donc conservatrice et n'implique pas, globalement, de risque significatif concernant la valeur des actifs concernés.

Les dotations aux provisions comptabilisées sur la période (11 K€) correspondent à une provision supplémentaire sur une créance client non recouvrée à date.

7.5 Autres produits d'exploitation et autres charges opérationnelles

Les autres produits d'exploitation (403 K€ au 30 juin 2015) correspondent à la comptabilisation en résultat d'une partie des crédits d'impôt recherche. Ces derniers sont comptabilisés dans leur totalité en produits différés au cours de l'exercice auquel ils se rattachent. Ils sont ensuite repris en résultat dès lors que les projets sous-jacents, qu'ils permettent de financer, sont amortis. Le montant des reprises correspond à la quote-part des crédits d'impôt recherche affectée aux projets amortis sur la période. La reprise en résultat se fait au même rythme et dans les mêmes proportions relatives que les amortissements constatés sur les différents projets concernés.

Les amortissements incorporels liés aux frais de développement étant stables sur la période, les reprises de crédits d'impôt recherche en résultat le sont également.

Les autres charges opérationnelles (3 K€ au 30 juin 2015) ne sont pas significatives, à la différence des périodes précédentes où certains coûts salariaux spécifiques de sortie étaient isolés sous cette rubrique.

7.6 Eléments financiers et exposition aux risques

En K€	30-juin-15	30-juin-14	31-déc-14	Variation
Produits sur placements de trésorerie	12	14	29	-2
Coût financier brut	-38	-44	-86	6
Coût financier net (produits nets)	-26	-30	-57	4
Gains de change	379	43	501	336
Pertes de change	-37	-34	-45	-3
Produits nets de cessions d'actifs	-	-	-	-
TOTAL IMPACT FINANCIER	316	-21	399	337

Les produits sur placement de trésorerie correspondent aux intérêts financiers reçus ou à recevoir générés sur les comptes à terme souscrits par le Groupe, exclusivement au niveau de la maison mère française. Leur niveau stable sur la période démontre une gestion de trésorerie efficace de la part du Groupe dans un contexte économique difficile.

Le coût financier brut correspond aux intérêts financiers générés par l'emprunt bancaire HSBC, souscrit en février 2012, et par l'emprunt obligataire émis en juillet 2013. Le capital restant dû sur l'emprunt HSBC diminuant avec le temps, les intérêts sont également en légère diminution.

Les gains et pertes de change sont de deux natures distinctes : conversion de certains actifs / passifs en monnaies étrangères et résultat de change réalisé sur les transactions en monnaie étrangère (essentiellement US Dollar), enregistrées notamment par les sociétés françaises.

L'évolution positive du taux de change €/USD depuis le second semestre 2014 permet au Groupe de dégager des résultats de change significatifs (379 K€ au 30 juin 2015 et 501 K€ au 31 décembre 2014). Au 30 juin 2015, le Groupe n'utilise pas d'instrument de couverture dans la mesure où les flux entrants en dollars américains couvrent les flux sortants sur la période.

Risque de change

Le groupe StreamWIDE exerce ses activités en France et à l'international et peut donc être conduit à effectuer des transactions dans diverses devises étrangères. Cependant, les flux les plus significatifs à date restent en euros, dans la mesure où la société mère et sa filiale française concentrent encore la majorité des transactions. Les autres devises utilisées au sein du Groupe (USD Américain, CNY Chinois, RON Roumain et DT Tunisien) résultent essentiellement de l'activité des filiales situées hors zone euro, et concernent pour la Chine, la Roumanie et la Tunisie des transactions intra groupe. Par ailleurs, les éléments financiers relatifs à ces filiales ne sont pas significatifs au regard des montants constatés au niveau du Groupe dans son ensemble. Concernant le dollar américain, les flux entrants (facturation en dollars US de certains clients) sont aujourd'hui plus importants que les flux sortants (coûts de fonctionnement de la filiale américaine). Le surplus de trésorerie en dollar est conservé en dollars au niveau de la société mère.

Le Groupe n'a pas encore mis en place d'instruments dérivés de couverture de change. Dès lors que les flux nets deviendront plus significatifs et que l'impact de change pourrait être potentiellement important, des instruments de couverture simples, du type change à terme, pourraient être souscrits par le Groupe pour se prémunir d'un risque de change impactant.

A date, les moyens mis en œuvre pour gérer le risque de change correspondent principalement à une surveillance régulière des cours de change ainsi qu'à une analyse des risques par la direction financière et générale.

Autres risques financiers

L'exposition aux autres risques financiers (crédit, liquidité et taux) est présentée dans les notes respectives sur l'état de la situation financière (8.5 "Stocks et actifs courants", 8.6 "Trésorerie et équivalent de trésorerie" et 8.10 "Autres passifs courants et non courants").

7.7 Produits d'impôts

Le produit d'impôts est de 150 K€ au 30 juin 2015 (contre 569 K€ au 30 juin 2014) et se décompose comme suit :

En K€	30-juin-15	30-juin-14	31-déc-14	Variation
Impôts exigibles	-10	-47	-112	37
Impôts différés	160	616	200	-456
Total produits d'impôts	150	569	88	-419

Les impôts exigibles ne sont pas significatifs au 30 juin 2015. Ils sont représentés par des retenues à la source que le Groupe ne peut pas récupérer (5 K€) et par l'impôt sociétés constaté au niveau de la filiale roumaine (5 K€).

Les variations et impacts liés aux impôts différés (produit de 160 K€) sont présentés dans la note 8.4 "Actifs et passifs d'impôts différés". Le principal produit fiscal différé provient du retraitement "net" des frais de développement et de la différence de traitement entre les comptes statutaires (frais de développement conservés en charges de période) et les comptes consolidés (activation et amortissement des frais de développement).

Pour rappel, suite à l'apport partiel d'actifs intervenu au 1^{er} juillet 2011, les sociétés StreamWIDE SA (société mère) et StreamWIDE France (filiale détenue à 100%) ont opté pour le régime de l'intégration fiscale à compter du 1^{er} janvier 2012. La société StreamWIDE SA est la société tête du groupe fiscal.

La preuve d'impôt s'établit comme suit aux 30 juin 2015 :

En K€	30-juin-15	30-juin-14	31-déc-14
Résultat opérationnel	-347	-1 312	-245
Coût de l'endettement financier net	-26	-30	-57
Autres produits et charges financiers	342	9	456
Résultat avant impôt	-31	-1 333	154
Taux d'impôt théorique	33,33%	33,33%	33,33%
Impôt théorique	-10	-444	51
Impôt courant	10	47	112
Impôt différé	-160	-616	-200
Impôt réel	-150	-569	-88
Taux d'impôt réel	na	42,69%	-57,14%
Ecart sur taux	na	9,36%	-90,47%
Ecart sur impôt	-140	-125	-139
<i>Détail</i>			
Déficits imputés dans l'exercice	-	-	-
Déficits créés dans l'exercice	-8	-4	-
Retenues à la source et autres crédits d'impôts	2	20	104
Différences permanentes et autres éléments	-134	-141	-243
	-140	-125	-139

Le principal écart entre impôt théorique et impôt réel provient des reprises du crédit d'impôt recherche (base 403 K€ au 30 juin 2015), qui génère un produit non fiscalisé (impact de 134 K€), inscrit sous la rubrique "différences permanentes et autres éléments". Les autres différences ne sont pas significatives au 30 juin 2015.

Au 30 juin 2015, le report déficitaire propre à la société StreamWIDE SA (avant intégration fiscale) est de 1.455 K€. Les reports déficitaires créés post intégration fiscale sont, quant à eux, de 3.395 K€, ce qui porte l'ensemble des reports déficitaires sur les entités françaises à 4.850 K€ au 30 juin 2015. La filiale américaine, StreamWIDE Inc., dispose quant à elle d'un report déficitaire de 715 K€ au 30 juin 2015 (confère note 8.4 "Actifs et passifs d'impôts différés").

7.8 Résultat par action

Le calcul du résultat par action a été effectué sur la base du Résultat Net Part du Groupe de la période et :

- d'un nombre moyen pondéré d'actions ordinaires en circulation sur la même période (résultat de base par action)
- d'un nombre moyen pondéré d'actions ordinaires en circulation sur la même période, ajusté des effets de toutes actions ordinaires potentielles dilutives (résultat dilué par action).

Les calculs du nombre moyen pondéré d'actions et de nombre moyen dilué d'actions ordinaires sont les suivants :

Au 31 décembre 2014	Actions émises	Mvts Actions autodétenues	Actions en circulation	Nombre pondéré d'actions
Nombre pondéré d'actions ordinaires				3 022 090
Effet dilutif du plan d'attribution de bspce				
Nombre moyen dilué d'actions ordinaires				3 022 090
Au 30 juin 2015	Actions émises	Mvts Actions autodétenues	Actions en circulation	Nombre pondéré d'actions
31.12.2014	3 029 757	10 018	3 019 739	503 585
31.01.2015		1 772	3 021 511	503 760
28.02.2015		1 048	3 022 559	503 841
31.03.2015		489	3 023 048	503 814
30.04.2015		-164	3 022 884	503 848
31.05.2015		203	3 023 087	503 848
30.06.2015		0	3 023 087	
Nombre pondéré d'actions ordinaires				3 022 696
Effet des attributions et émissions de BSA				356 092
Nombre moyen dilué d'actions ordinaires				3 378 788

Au cours du premier semestre 2015, la Société a émis et attribué 3 tranches de BSA :

- 3.016.391 BSA 1 ont été attribués gratuitement aux actionnaires (prix d'exercice de 14 € et parité de 15 BSA 1 pour 1 action nouvelle)
- 2.002.500 BSA 2 émis en faveur des managers et salariés du Groupe et entièrement souscrits au 30 juin 2015 (prix d'exercice de 14 € et parité de 15 BSA 2 pour 1 action nouvelle)
- 322.500 BSA 3 émis en faveur de personnes désignées et entièrement souscrits au 30 juin 2015 (prix d'exercice de 14 € et parité de 15 BSA 3 pour 1 action nouvelle)

Au 30 juin 2015, 5.341.391 BSA ont donc été émis, attribués et souscrits, représentant potentiellement 356.092 actions nouvelles si tous les BSA venaient à être exercés.

Les résultats de base et dilué par action sont les suivants aux 30 juin 2015, 30 juin 2014 et 31 décembre 2014 :

En K€	30-juin-15	30-juin-14	31-déc-14	Variation
Résultat Net Part du Groupe	119	-762	242	881
Effet net d'impôt des actions dilutives				
Résultat net Part du Groupe	119	-762	242	881
Nombre moyen pondéré d'actions	3 022 696	3 023 242	3 022 090	-546
Effet des actions ordinaires dilutives				
Nombre moyen dilué d'actions	3 378 788	3 023 242	3 022 090	355 546
Résultat de base par action (en €)	0,04	-0,25	0,08	0,29
Résultat dilué par action (en €)	0,04	-0,25	0,08	0,29

8. Notes sur l'état de la situation financière

8.1 Immobilisations incorporelles

En K€	31-déc-14	Acquisitions Dotations	Cessions Reprise	30-juin-15
Frais de développement	15 992	1 172		17 164
Concessions, brevets et licences	496	56		552
Autres immobilisations incorporelles	14	-		14
Valeurs brutes	16 502	1 228	-	17 730
Frais de développement	-9 057	-1 576		-10 633
Concessions, brevets et licences	-275	-38		-313
Autres immobilisations incorporelles	-11	-1		-12
Amortissements	-9 343	-1 615	-	-10 958
Valeurs nettes	7 159	-387	-	6 772

Le Groupe utilise des moyens et des outils performants de gestion lui permettant d'isoler et de valoriser de façon fiable ses différents projets de développement. Les frais de développement sont donc immobilisés, conformément à IAS 38 depuis l'exercice 2009. Les montants activés au premier semestre 2015 sont de 1.172 K€ contre 1.536 K€ au premier semestre 2014 et 2.622 K€ en 2014. La diminution sur la période s'explique principalement par la baisse du salaire moyen des équipes de développement, suite notamment à l'augmentation des effectifs en Tunisie et à la baisse de ceux de la filiale chinoise. L'effectif global dédié au développement reste quasi stable au cours du premier semestre 2015 et représente environ 60 personnes.

Les montants activés au titre des différentes périodes présentées sont les suivants :

En K€	30-juin-15	30-juin-14	31-déc-14	Variation
Frais de développement activés	1 172	1 536	2 622	-1 450
Amortissements de la période	-1 576	-1 535	-2 938	1 362
Frais de développement cumulés	17 164	14 906	15 992	1 172
Amortissements cumulés	-10 633	-7 654	-9 057	-1 576
Valeur nette	6 531	7 252	6 935	-404

Les frais de développement se rattachent aux différents logiciels conçus et développés par le Groupe. Ils comprennent principalement le coût salarial des chercheurs et ingénieurs du Groupe dédiés à la conception, au développement et à la réalisation des différents logiciels. Leurs amortissements sont linéaires avec des durées allant de 3 à 5 ans, en fonction de la nature des logiciels développés et commercialisés. Ils restent stables sur la période et ne devraient pas augmenter de façon significative dans les prochains mois.

Les autres immobilisations incorporelles du Groupe se composent de licences et de logiciels informatiques acquis.

8.2 Immobilisations corporelles

En K€	31-déc-14	Acquisitions	Cessions	30-juin-15
Installations techniques	46	-	-	46
Installations générales, matériel, bureau	1 452	291	50	1 693
Valeurs brutes	1 498	291	50	1 739
Installations techniques	-23	-2	-	-25
Installations générales, matériel, bureau	-1 176	-90	-50	-1 316
Amortissements	-1 199	-92	-50	-1 341
Valeurs nettes	299	199	0	398

Les immobilisations corporelles se composent essentiellement d'installations générales, de matériel informatique et de mobilier de bureau. Quelques acquisitions d'installations techniques notamment expliquent les variations constatées sur la période.

8.3 Autres actifs financiers

En K€	31-déc-14	Augmentations	Diminutions	30-juin-15
Dépôts de garantie	276	13	-	289
Autres actifs financiers non courants	93	-	27	66
Valeurs brutes	369	13	27	355
Amortissements / provisions	-	-	-	-
Valeurs nettes	369	13	27	355

Les autres actifs financiers comprennent :

- des dépôts de garantie et cautions donnés d'une part, dans le cadre des divers baux locatifs du Groupe pour les différents immeubles qu'il occupe en France, Roumanie, Chine, Etats Unis et Tunisie et d'autre part, dans le cadre de l'emprunt obligataire souscrit par le GIAC en juillet 2013 (participation de 126 K€ au Fonds de Garantie Mutualisé) ;
- le solde du compte courant lié au contrat de liquidité, mis en place depuis juillet 2009 (93 K€ au 31 décembre 2014 et 66 K€ au 30 juin 2015), suite aux mouvements nets intervenus au cours du premier semestre 2015.

8.4 Actifs et passifs d'impôts différés

(En K€)	Déficits fiscaux	Décalage temporaire	Ecritures de consolidation	Total
Valeur nette au 30 juin 2014	2 278	62	-2 496	-156
Valeur nette au 31 décembre 2014	1 797	109	-2 452	-546
Variations Actif	30			30
Variations Passif			130	130
Ecart sur taux	16			16
Valeur nette au 30 juin 2015	1 843	109	-2 322	-370
<i>Impôts différés actifs</i>				239
<i>Impôts différés passifs</i>				-609

Le montant des actifs d'impôts sur déficits fiscaux (1.843 K€) se décompose comme suit au 30 juin 2015 :

- sur déficits fiscaux américains : 219 K€ (195 K€ au 31 décembre 2014)
- sur déficits fiscaux français : 1.624 K€ (1.602 K€ au 31 décembre 2013)

La filiale américaine a généré des résultats opérationnels et fiscaux positifs en 2013 et 2014. Au 30 juin 2015, le résultat fiscal est quasi nul. La variation constatée sur les actifs d'impôts différés provient essentiellement de celle des taux de change à la clôture semestrielle. Le niveau des revenus générés et la maîtrise des coûts futurs rendent très probable l'imputation de bénéfices fiscaux futurs sur les reports déficitaires restant au 30 juin 2015 (solde de 715 K€). Les impôts différés actifs sous-jacents (219 K€ contre 195 K€ au 31 décembre 2014) sont donc inscrits en actifs non courants dans la situation financière semestrielle.

Concernant les sociétés françaises et compte tenu de l'intégration fiscale effective depuis le 1^{er} janvier 2012, les actifs et passifs d'impôts différés se décomposent de la manière suivante :

- avant intégration fiscale, la Société mère dispose de 1.455 K€ de reports déficitaires propres au 30 juin 2015, représentant 485 K€ d'actifs d'impôts différés, sans modification par rapport aux exercices antérieurs ;
- dans le cadre de l'intégration fiscale, le Groupe dispose de 3.395 K€ de reports déficitaires (dont 76 K€ provenant de StreamWIDE France), représentant 1.132 K€ d'actifs d'impôts différés (dont 25 K€ provenant de StreamWIDE France) ;
- le montant net cumulé des frais de développement activés en consolidation et comptabilisés en charge dans les comptes sociaux s'établit à 6.531 K€ au 30 juin 2015, générant un montant d'impôts différés passifs de 2.177 K€ ;
- les impôts différés issus des décalages temporaires s'élèvent à 109 K€ et les autres retraitements divers de consolidation génèrent quant à eux 145 K€ d'impôts différés passifs.

La position nette (même entité fiscale) est donc un passif d'impôts différés de 609 K€ au 30 juin 2015, inscrit en passif non courant dans la situation financière semestrielle (confère note 8.10 "Autres passifs courants et non courants").

8.5 Stocks et Actifs courants

En K€	30-juin-15	31-déc-14	Variation
Créances clients	4 323	3 954	369
Autres débiteurs	918	961	-43
Autres actifs fiscaux	1 236	844	392
Total Net	6 477	5 759	718

Créances clients

Le détail des créances clients est le suivant aux 30 juin 2015 et 31 décembre 2014 :

En K€	31-déc-14	Augmentation	Diminution	30-juin-15
Créances clients brutes	4 131	380		4 511
Pertes de valeur	-177	-11		-188
Créances clients nettes	3 954	369	-	4 323

L'augmentation du poste client provient essentiellement de celle constatée au niveau des revenus depuis fin 2014. Par ailleurs, de par l'activité du Groupe et la différence qui peut exister entre les jalons de facturations et les périodes auxquelles sont reconnus et se rapportent les revenus, des factures à établir significatives (montant global de 2.582 K€ au 30 juin 2015) peuvent être constatées en clôture. Ce montant est représenté par des factures identifiées et relatives à quelques clients seulement.

Cependant, le détail des échéances des créances clients présenté ci-dessous démontre qu'il n'existe pas de risque significatif d'éventuelles pertes de valeur sur ces créances, puisque 92% des créances sont non échues ou avec des échéances inférieures à 3 mois. Les encaissements significatifs enregistrés pendant l'été 2015 confirment cette absence de risque significatif et le suivi efficace réalisé au sein du Groupe.

Balance Agée au 31 décembre 2014

En K€	Total	Non échues	Echues < 3 mois	Echues 3-12 mois	Echues > 12 mois
Créances clients brutes	3 946	3 212	511	223	
Créances douteuses brutes	185				185
Pertes de valeur	-177				-177
Créances clients nettes	3 954	3 212	511	223	8
		81%	13%	6%	0%

Balance Agée au 30 juin 2015

En K€	Total	Non échues	Echues < 3 mois	Echues 3-12 mois	Echues > 12 mois
Créances clients brutes	4 323	3 086	891	346	
Créances douteuses brutes	188				188
Pertes de valeur	-188				-188
Créances clients nettes	4 323	3 086	891	346	0
		71%	21%	8%	0%

Les seules créances échues dont l'échéance est supérieure à 12 mois (188 K€) correspondent à d'anciens clients parfaitement identifiés, pour respectivement 28 K€, 58 K€ et 102 K€. Ces créances sont provisionnées à 100%.

Autres débiteurs

Les "autres débiteurs" comprennent essentiellement des créances fiscales (comptes de TVA pour 518 K€) ainsi que des charges constatées d'avance pour 219 K€. Le solde est principalement composé d'avances versées à certains fournisseurs dans le cadre de contrats et commandes spécifiques (152 K€).

Autres actifs fiscaux

Les "autres actifs fiscaux" sont principalement les crédits d'impôt recherche non encore remboursés par l'Etat. Au 30 juin 2015, le solde de 1.236 K€ comprend notamment (i) un montant de 805 K€ au titre du CIR 2014 dont le remboursement anticipé a été demandé mais n'a pas encore été effectué au 30 juin 2015 (encaissement prévu en octobre 2015) et (ii) un montant de 382 K€ comptabilisé au titre du CIR du premier semestre 2015. A noter également le crédit d'impôt mécénat pour 33 K€.

Risque de crédit

Le risque de crédit du Groupe provient principalement des créances clients. Les montants présentés au bilan sont nets des pertes de valeur éventuelles. De par l'activité du Groupe, les principaux clients sont connus, solvables et ne présentent pas de risque significatif de défaillance. Par ailleurs, des procédures mensuelles ont été établies afin de limiter le risque de non recouvrement et des relances systématiques sont établies à l'attention de clients parfaitement identifiés.

Décomposition du risque de crédit au 31 décembre 2014

En K€	Valeur nette	Juste Valeur	JV par résultat	Prêts et créances	Dérivés
Créances clients	3 954	3 954		3 954	
Autres débiteurs	961	961		961	
Autres actifs fiscaux	844	844		844	
Equivalent de trésorerie	4 700	4 700	4 700		
Trésorerie	3 393	3 393	3 393		
Total créances nettes	13 852	13 852	8 093	5 759	0

Décomposition du risque de crédit au 30 juin 2015

En K€	Valeur nette	Juste Valeur	JV par résultat	Prêts et créances	Dérivés
Créances clients	4 323	4 323		4 323	
Autres débiteurs	918	918		918	
Autres actifs fiscaux	1 236	1 236		1 236	
Equivalent de trésorerie	3 500	3 500	3 500		
Trésorerie	4 801	4 801	4 801		
Total créances nettes	14 778	14 778	8 301	6 477	0

Au cours du premier semestre 2015, les 3 clients les plus contributeurs aux revenus du Groupe ont généré un chiffre d'affaires cumulé de 2.338 K€, soit près de 53% du chiffre d'affaires semestriel du Groupe (contre 38% du chiffre d'affaires annuel en 2014 et contre 47% du chiffre d'affaires au premier semestre 2014). A noter cependant que 1 client sur les 3 plus importants au 30 juin 2015 n'étaient pas dans le top 3 en 2014.

8.6 Trésorerie et équivalents de trésorerie

En K€	30-juin-15	31-déc-14	Variation
Placements à terme	3 500	4 700	-1 200
Comptes courants bancaires	4 801	3 393	1 408
Total	8 301	8 093	208

Les placements à terme sont composés exclusivement de comptes à terme et/ou rémunérés, souscrits dans deux établissements bancaires (Société Générale et HSBC, pour respectivement 800 K€ et 2.700 K€). Ces comptes bénéficient d'une garantie de rendement et l'exposition du Groupe est très faible car ces placements sont totalement liquides.

Le niveau de trésorerie du Groupe atteint 8.301 K€ au 30 juin 2015, en augmentation de 208 K€ par rapport à la clôture annuelle 2014. Cette évolution s'explique par :

- (i) des flux nets opérationnels positifs de 1.723 K€, en progression de 675 K€ par rapport au premier semestre 2014. Cette augmentation s'explique par celle du résultat semestriel 2015 et par la bonne tenue du BFR ;
- (ii) des flux nets d'investissements à hauteur de 1.427 K€, liés principalement aux investissements en R&D récurrents (mais légèrement inférieurs au premier semestre 2015 à ce qu'ils étaient au premier semestre 2014). Pour mémoire, le remboursement de la créance annuelle de crédit d'impôt recherche intervenant toujours au second semestre de l'exercice, elle n'impacte pas les flux d'investissements du premier semestre ;
- (iii) des flux nets de financement négatifs de 75 K€, correspondant principalement aux remboursements de période de l'emprunt bancaire de 0,9 M€ souscrit en février 2012 auprès de HSBC (durée de 5 ans et taux fixe de 3,5% annuel), et de l'emprunt obligataire émis en juillet 2013 auprès du GIAC (durée de 9 ans et taux variable Euribor 3 mois + 3,05%). A noter qu'au 30 juin 2015, un montant de 13 K€ a été enregistré suite à l'entière souscription des BSA 2 et BSA 3 par les bénéficiaires.

Risque sur actions et autres placements

A ce jour, la politique du Groupe est de rémunérer ses excédents de trésorerie avec une prise minimale de risque. Au 30 juin 2015, des comptes à terme à rendement garanti sont utilisés à hauteur de 3.500 K€, ainsi qu'un compte courant rémunéré à hauteur de 600 K€.

8.7 Capitaux propres

En K€	30-juin-15	31-déc-14	Variation
Capital social	303	303	0
Prime d'émission	8 500	8 484	16
Réserves consolidées	5 326	5 096	230
Titres auto détenus	-113	-90	-23
Résultat net part du Groupe	119	242	-123
Total	14 135	14 035	100

Le capital social de la société mère StreamWIDE SA est composé de 3.029.757 actions ordinaires d'une valeur nominale de 0,1 € chacune. Aucune modification n'est intervenue au premier semestre 2015 par rapport à la clôture 2014.

La prime d'émission (8.500 K€) correspond principalement à l'excédent du prix d'émission sur la valeur nominale des actions attribuées aux bénéficiaires lors de l'introduction en bourse du Groupe en novembre 2007 (5.285 K€) et lors de l'augmentation de capital réservée en octobre 2013 (3.199 K€). Au 30 juin 2015, l'augmentation de 16 K€ correspond à la prime d'émission issue de l'attribution et de la souscription des BSA. Les augmentations de capital définitives ne seront constatées que lors de l'exercice de tout ou partie de ces BSA.

Les réserves consolidées correspondent aux résultats consolidés cumulés après prise en compte des dividendes distribués antérieurement. En ajoutant la réserve légale (27 K€) aux résultats non distribués (5.418 K€), le montant obtenu (5.445 K€) correspond bien aux montants indiqués dans le tableau de variation des capitaux propres, sous les rubriques "réserves et résultats consolidés" (5.565 K€), "gains et pertes directement comptabilisés en capitaux propres" (-133 K€) et "autres mouvements" (13 K€).

Les montants en "Titres auto-détenus" correspondent à la valorisation au cours de transaction des actions de la société auto-détenues dans le cadre du contrat de liquidité, mis en place conformément à la charte de déontologie de l'AFEI et transféré à la société Louis Capital Market depuis novembre 2013.

Au 30 juin 2015, le contrat est investi à hauteur de 13.366 actions de la société contre 10.018 au 31 décembre 2014, et présente un solde de liquidité de 66 K€ (confère note 8.3) contre 93 K€ au 31 décembre 2014. Au cours du premier semestre 2015, le nombre d'actions acquises dans le cadre du contrat s'est élevé à 5.565 (au cours moyen de 7,66 €), et le nombre d'actions cédées à 2.217 (au cours moyen de 7,51 € pour un prix de revient moyen de 9,08 €). La moins-value ainsi réalisée, inscrite en réserves consolidées, est de 3 K€.

Titres autodétenus

	31-déc-14	Acquisitions	Cessions	30-juin-15
En nombre d'actions	10 018	5 565	-2 217	13 366
En montants (€uro)	90 182	42 659	-20 129	112 712

8.8 Passifs financiers courants et non courants

Passifs financiers non courants (en K€)	30-juin-15	31-déc-14	Variations
Emprunts bancaires et obligataires	1 880	1 971	-91
Total	1 880	1 971	-91
Passifs financiers courants (en K€)	30-juin-15	31-déc-14	Variations
Emprunts bancaires	198	196	2
Total	198	196	2

Le 28 février 2012, le Groupe a souscrit un emprunt bancaire auprès de la banque HSBC d'un montant de 900 K€, sur une durée de 5 ans au taux fixe annuel de 3,5%.

Le 31 juillet 2013, le Groupe a émis un emprunt obligataire entièrement souscrit par le GIAC d'un montant de 1.800 K€, sur une durée de 9 ans (avec différé de remboursement de 4 ans) au taux fixe annuel de Euribor 3 mois + 3,05%.

Au 30 juin 2015, le solde de l'emprunt bancaire (intérêts et capital restant dû) est de 333 K€. La partie non courante (145 K€) correspond à la part moyen terme de l'emprunt (échéances supérieures à 12 mois) et la partie courante (188 K€) correspond, quant à elle, aux échéances à court terme, inférieures à 12 mois. Cet emprunt pourrait être remboursé, totalement ou partiellement avant son terme sans pénalité.

Le solde de l'emprunt obligataire est quant à lui de 1.735 K€ après imputation des frais d'émission.

Ces deux dettes financières sont assorties des mêmes ratios financiers, qui se résument comme suit (confère note 9.2 Engagements hors bilan) :

- fonds propres consolidés > 40% du total bilan
- dettes moyen – long terme < 60% des fonds propres
- dettes moyen – long terme < 2 * capacité d'autofinancement avant impôts société

Ces ratios sont calculés sur les données consolidées annuelles du Groupe. Pour information, au 30 juin 2015, ils sont tous respectés, en tenant compte d'une capacité d'autofinancement retraitée sur 12 mois et intégrant les résultats prévisionnels 2015.

Risque de taux

Les dettes financières du Groupe supportent un taux fixe (emprunt bancaire au taux annuel de 3,5%), sans risque de taux sous-jacent, et un taux variable (emprunt obligataire au taux annuel Euribor 3 mois + 3,05%).

Au premier semestre 2015, le taux moyen Euribor 3 mois (moyenne des taux mensuels) ressort à 0,028%. Les variations constatées (taux le plus haut, taux le plus bas) ne sont pas significatives et ne génèrent donc pas de risque de taux significatif pour le Groupe. Cependant, une variation de 1% du taux variable appliqué à l'emprunt obligataire générerait un impact de 18 K€ supplémentaires par an en charges financières.

8.9 Provisions

Provisions Non Courantes (en K€)	30-juin-15	31-déc-14	Variations
Avantages du personnel	135	123	12
Total Provisions	135	123	12
Provisions Courantes (en K€)	30-juin-15	31-déc-14	Variations
Litiges	12	12	0
Total Provisions	12	12	0

Les variations des provisions constatées au cours des périodes présentées se détaillent comme suit, par nature de provisions :

En K€	PIDR	Litiges
Au 31 décembre 2014	123	12
Dotations	12	-
Utilisations	-	-
Reprises sans objet	-	-
Au 30 juin 2015	135	12

Les provisions pour litiges concernent uniquement une créance fiscale de 12 K€ relative aux crédits d'impôt mécénat non récupérables. Les échéances et les montants provisionnés sont appréhendés en fonction du degré d'avancement des procédures et des risques estimés.

Les avantages du personnel concernent exclusivement les indemnités de fin de carrière qui devraient être versées lors du départ à la retraite des salariés.

Avantages du personnel

Les principaux régimes post emploi concernent les indemnités de fin de carrière versées lors du départ à la retraite du salarié. Les droits au titre de ce régime sont définis par la Convention Collective Nationale des Bureaux d'Etudes Techniques, Cabinets d'Ingénieurs-Conseils, Sociétés de Conseil (Syntec).

Les principales hypothèses actuarielles retenues par le Groupe pour évaluer la valeur totale des engagements sont les suivantes :

(en K€)	30-juin-15	31-déc-14
Taux d'actualisation	1,80%	1,80%
Taux de turn over moyen	8,80%	8,80%
Taux de revalorisation des salaires	3,00%	3,00%

A noter qu'au 30 juin 2015, les taux de turn over moyens utilisés restent très faibles (10,9% et 6,3% pour respectivement des âges de 30 et 40 ans, correspondant à la majorité des tranches d'âge moyen de l'effectif actuel du Groupe) mais correspondent cependant aux hypothèses hautes à retenir dans le calcul actuariel de l'engagement.

Les autres hypothèses retenues concernent le type de départ en retraite (à l'initiative du salarié), l'âge de départ à la retraite (67 ans), le taux de charges sociales patronales (45%) et la table de mortalité (INSEE 2014).

La variation de la provision pour indemnités de fin de carrière à verser est la suivante sur les périodes présentées :

En K€	PIDR
Au 31 décembre 2014	123
Coûts des services rendus	8
Coût de l'actualisation	2
Gains et pertes actuariels	2
Au 30 juin 2015	135

La variation de l'engagement au cours du premier semestre 2015 s'élève donc à 12 K€. Cet impact est comptabilisé dans le résultat opérationnel du Groupe au sein des charges de personnel.

Le coût de l'actualisation est conservé en résultat opérationnel (et n'est donc pas isolé dans les charges / produits financiers) car il est considéré comme non significatif.

Les gains et pertes actuariels sont comptabilisés directement en résultat.

Autres avantages du personnel

Aucun autre programme de cette nature n'existe au sein du Groupe au 30 juin 2015.

8.10 Autres passifs courants et non courants

(en K€)	30-juin-15	31-déc-14	Variations
Produits fiscaux différés non courants	1 215	1 245	-30
Produits fiscaux différés courants	607	598	9
Passifs d'impôts différés	609	760	-151
Fournisseurs et autres créditeurs	847	700	147
Dettes sociales	601	641	-40
Dettes fiscales	571	664	-93
Produits constatés d'avance	1 730	948	782
Total autres passifs	6 180	5 556	624

La juste valeur des dettes fournisseurs et autres créditeurs est équivalente à leur valeur comptable compte tenu des échéances à court terme de ces dettes.

Par ailleurs, la valeur des montants versés et encaissés en contrepartie des produits différés et constatés d'avance correspond aux valeurs des passifs constatés.

Les produits fiscaux différés, courants et non courants, correspondent aux crédits d'impôt recherche considérés par le Groupe comme des produits différés et repris en résultat au même rythme que les amortissements constatés sur les actifs immobilisés (frais de développement). La règle d'amortissement retenue par le Groupe depuis 2009 est un amortissement linéaire sur 3 ou 5 ans des différents projets logiciels, dès leur mise en service. Les produits différés fiscaux courants correspondent donc à 1/3 du montant global des crédits d'impôt recherche (avec une reprise en résultat à horizon des 12 prochains mois), et les non courants à 2/3 (avec une reprise en résultat à horizon des 12/36 prochains mois).

Au 31 décembre 2014, le solde de 1.843 K€ se détaillait comme suit :

- au titre de l'exercice 2012 : 237 K€
- au titre de l'exercice 2013 : 801 K€
- au titre de l'exercice 2014 : 805 K€

Au premier semestre 2013, une reprise de CIR à hauteur de 403 K€ (confère note 7.5 "Autres produits d'exploitation et autres charges opérationnelles") a été enregistrée en contrepartie des amortissements constatés. Cette reprise solde donc le CIR au titre de 2012 et diminue le solde au titre de 2013 de 166 K€.

Le montant global et cumulé des crédits d'impôt recherche différés au 30 juin 2015 est de 1.822 K€ et correspond donc aux crédits d'impôt recherche suivants :

- au titre de l'exercice 2013 : 635 K€
- au titre de l'exercice 2014 : 805 K€
- au titre du premier semestre 2015 : 382 K€

A noter que les crédits d'impôt au titre de 2009, 2010, 2011 et 2012 ont été entièrement imputés ainsi qu'une partie de celui de 2013, dans la mesure où les amortissements s'effectuent majoritairement sur des périodes de 3 ans.

Les passifs d'impôts différés, considérés comme non courants, ressortent à 609 K€ au 30 juin 2015 (confère note 8.4 "Actifs et passifs d'impôts différés").

Les fournisseurs et autres crédateurs augmentent légèrement au 30 juin 2015 par rapport au premier semestre 2014, sans que cela n'appelle de commentaire particulier.

Les dettes sociales concernent principalement les cotisations envers les différents organismes sociaux, dues au titre du second trimestre 2015, et ont été réglées en juillet 2015. Leur variation s'explique essentiellement par celle des effectifs constatés au cours du second trimestre 2015.

Les dettes fiscales se composent essentiellement des comptes de TVA, notamment relatives aux écritures intragroupes entre les entités françaises. Ces écritures génèrent des dettes de TVA qui restent dues par chaque entité. Des soldes importants de TVA déductibles intragroupes sont également constatées en corolaire dans les créances fiscales (confère note 8.5 "Stocks et actifs courants").

Les produits constatés d'avance proviennent essentiellement du cycle opérationnel du Groupe. Les décalages existants entre les jalons de facturation de certains contrats et les prestations sous-jacentes impliquent des écritures de régularisation en clôture de période et/ou d'exercice. Leur évolution n'est donc pas forcément corrélée à celle du chiffre d'affaires global. Elle s'explique uniquement par la nature et la facturation de certaines commandes. Au 30 juin 2015, comme lors de précédentes clôtures semestrielles, les produits constatés d'avance sont essentiellement composés de maintenances, facturées annuellement et donc extournées en partie à la clôture semestrielle de l'exercice. De facto, cet effet n'existe pas en clôture annuelle, ce qui explique la variation importante du poste.

Risque de liquidité

Le risque de liquidité s'analyse comme le risque que le Groupe encourt s'il n'est pas en mesure d'honorer ses dettes à leur date d'échéance. Afin de gérer ce risque de trésorerie, le Groupe a mis en place un suivi mensuel de sa trésorerie et une gestion prévisionnelle de ses besoins de financement, afin de contrôler son entière capacité à honorer ses passifs exigibles.

L'exposition maximale au risque de liquidité aux 30 juin 2015 et 31 décembre 2014 est la suivante :

Décomposition du risque de crédit au 31 décembre 2014

En K€	Valeur nette	Juste Valeur	JV par résultat	Dettes au coût amorti	Dérivés
Fournisseurs et autres crédateurs	700	700		700	
Dettes fiscales et sociales	1 305	1 305		1 305	
Produits différés CT/MT	3 551	3 551		3 551	
Total	5 556	5 556	0	5 556	0

Décomposition du risque de crédit au 30 juin 2015

En K€	Valeur nette	Juste Valeur	JV par résultat	Dettes au coût amorti	Dérivés
Fournisseurs et autres créiteurs	847	847		847	
Dettes fiscales et sociales	1 172	1 172		1 172	
Produits différés CT/MT	4 161	4 161		4 161	
Total	6 180	6 180	0	6 180	0

A noter que les produits différés inscrits en passifs courants et non courants (produits fiscaux différés, passifs d'impôts différés et produits constatés d'avance) sont avant tout des écritures de régularisation. Aussi, ils n'ont pas le caractère de dettes exigibles, comme peuvent le revêtir les dettes d'exploitation (fournisseurs, dettes fiscales et sociales).

Au 30 juin 2015, le Groupe dispose d'une solide situation de trésorerie lui permettant de couvrir le cycle de financement de l'activité.

9. Autres informations

9.1 Informations sectorielles

Le Groupe, spécialisé dans l'édition de logiciels, n'opère ses activités que dans un seul secteur : il conçoit, produit, commercialise et assure la maintenance d'un ensemble de logiciels de services à valeur ajoutée à l'adresse des opérateurs de télécommunications fixes et mobiles du monde entier. Même si le Groupe essaie depuis quelques mois de se repositionner sur le secteur des applications professionnelles à destination des entreprises (Team On The Run), les revenus liés à cette activité sont non significatifs à date. A l'avenir, si l'activité et les revenus liés à Team On The Run venaient à se développer de façon significative, le Groupe envisagera de présenter 2 secteurs d'activité distincts.

En conséquence, au 30 juin 2015, le Groupe ne distingue pas, dans son reporting financier et dans son mode d'organisation interne, de secteurs d'activité. Les prestations de services et la maintenance ne pouvant être séparés et analysés en dehors de la vente de logiciels, elles font partie intégrante du secteur unique dans lequel le Groupe intervient et réalise ses ventes.

Le Groupe distingue cependant plusieurs zones géographiques, eu égard à son organisation interne (notamment au niveau du service commercial) et à son analyse des différents marchés locaux qu'il adresse. Outre une distinction France / Export que le Groupe utilise dans sa communication relative au chiffre d'affaires, différentes zones géographiques, plus fines et plus précises, peuvent être retenues au niveau du chiffre d'affaires. Les données relatives aux premiers semestres 2015 et 2014, ainsi qu'à l'exercice 2014 sont présentées ci-dessous.

(en K€)	30-juin-15	30-juin-14	31-déc-14	Variations
CA France	780	1 343	2 832	-563
CA Export	3 637	2 079	6 438	1 558
dont Europe	1 726	551	1 953	1 175
dont Amériques	1 342	1 447	3 190	-105
dont Afrique	341	-120	375	461
dont Moyen Orient	83	38	54	45
dont Russie	8	142	82	-134
dont Asie - Pacifique	137	21	784	116
TOTAL CA	4 417	3 422	9 270	995

Le chiffre d'affaires "France" diminue sur la période de 563 K€, suite notamment à des effets de base importants et à un marché mature et attentiste.

Le chiffre d'affaires "Export" augmente quant à lui de 1.558 K€. Les principaux commentaires pouvant être faits sont les suivants :

- (i) *Europe* : un nouveau marché européen a été gagné au cours du premier semestre 2015. Ce marché est significatif et correspond à un swap de plateformes et de fournisseur de messagerie vocale chez un opérateur européen ;
- (ii) *Amérique* : relative stabilité des revenus avec, cependant, une progression marquée des volumes traités sur les plateformes de messagerie vocale d'un client opérateur de réseau mobile virtuel ("mvno"). Cette progression de base impliquera à terme une progression des maintenances associées.

- (iii) *Afrique* : développement de la collaboration avec des clients historiques du Groupe. De nouvelles solutions complémentaires à la messagerie vocale ont été vendues au cours du premier semestre 2015.

Les autres variations, notamment dans les zones Russie et Asie Pacifique, sont seulement dues à des effets conjoncturels, sans que des événements particuliers ne les sous-tendent.

Concernant les actifs, passifs, amortissements, investissements et résultats opérationnels par secteurs géographiques, ces derniers ne sont pas présentés dans la présente note car cette information n'est pas pertinente pour la compréhension de l'activité du Groupe.

9.2 Engagements hors bilan

Au 30 juin 2015, le Groupe n'a reçu aucun engagement hors bilan.

Au cours du premier semestre 2012, le Groupe a souscrit un emprunt bancaire de 900 K€ auprès de la banque HSBC, d'une durée de 5 ans et au taux fixe annuel de 3,5%. Au cours du second semestre 2013, le Groupe a émis un emprunt obligataire de 1.800 K€, d'une durée de 9 ans au taux variable de Euribor 3 mois + 3,05%, entièrement souscrit par le GIAC au travers du FCT GIAC OLT.

Un nantissement du fonds de commerce a été émis au profit de la banque HSBC et du GIAC en garantie de ces emprunts. Ces derniers sont également assortis des mêmes clauses et ratios financiers (covenants), calculés sur les données consolidés annuelles du Groupe :

- fonds propres consolidés > 40% du total bilan
- dettes moyen – long terme < 60% des fonds propres
- dettes moyen – long terme < 2 * capacité d'autofinancement avant impôts société

Pour information, ces ratios sont tous respectés au 30 juin 2015, en retraitant la capacité d'autofinancement avant impôts société sur une période de 12 mois et intégrant les résultats prévisionnels 2015.

Par ailleurs, des conditions de détention du capital et des droits de vote accompagnent également ces ratios financiers :

- détention de 34% minimum du capital social ou des droits de vote par, conjointement, Messieurs Pascal Béglin (Pdg) et Lilian Gaichies (Dgd).

Cette condition est également respectée au 30 juin 2015 (détention cumulée de 63,8% du capital social et de 74,6% des droits de vote).

Enfin, des cautions bancaires ont été émises en faveur de deux clients étrangers du Groupe, dans le cadre de garanties de bonne fin et de paiement. Ces cautions ou garanties bancaires, limitées dans leur montant et leur durée de validité, sont les suivantes :

- (i) 15 K€, 22 K€, 2 KTND (soit 1 K€ en équivalent euros au 30 juin 2015) et 60 KTND (soit 27,6 K€ en équivalent euros au 30 juin 2015) ;
- (ii) 246 KEGP (soit 28 K€ en équivalent euros au 30 juin 2015).

9.3 Transactions entre parties liées

Les relations entre la société mère StreamWIDE SA et ses différentes filiales sont des relations classiques entre une société mère et ses filiales opérationnelles. Aussi, certains services communs au Groupe (notamment travaux de recherche et développement), et effectués par les filiales, sont refacturés à la société mère qui centralise l'ensemble des coûts de développement des différents projets. En contrepartie, la société mère refacture différents services aux filiales (management fees et sous locations immobilières à la société StreamWIDE France), et des royalties aux filiales à visée commerciale (StreamWIDE France et StreamWIDE Inc.). Ces refacturations sont effectuées aux conditions de marché et sont éliminées en consolidation.

Aucune autre relation ou opération significative avec des parties liées au Groupe n'a été recensée au cours des périodes concernées.

La rémunération des dirigeants uniquement mandataires sociaux est indiquée dans la note ci-dessous.

9.4 Rémunération des dirigeants

La rémunération brute versée aux mandataires sociaux au titre du premier semestre 2015 s'élève à 230.616 € bruts. Cette rémunération a été versée à hauteur de 119.535 € bruts par StreamWIDE SA et à hauteur de 111.081 € bruts par la filiale américaine StreamWIDE INC.

Au titre du premier semestre 2014, la rémunération brute des mandataires sociaux s'élevait à 159.820 € bruts (rémunération totale incluant les versements de la société française pour 116.785 €, et de la société américaine pour 43.035 €).

Aucun autre engagement n'a été contracté au profit des mandataires sociaux.

9.5 Evénements importants survenus depuis la date de clôture

Aucun événement post clôture significatif n'a été identifié entre la date de clôture et la date d'examen des comptes consolidés semestriels arrêtés au 30 juin 2015.